

il y a 60 ans, le congrès de la Soummam

article de la rubrique [les deux rives de la Méditerranée > la guerre d'Algérie](#)

date de publication : jeudi 11 août 2016

version imprimable :

Les 25 et 26 août prochains : un colloque international consacré au Congrès de la Soummam est organisé par la commune d'Akfadou, sur le lieu où le congrès s'était tenu en 1956.

Ci-dessous, à la suite d'un article du *Matin d'Algérie*, présentant ce colloque, les résumés de leurs interventions que deux des historiens intervenants, Dalila Aït-El-Djoudi et Gilles Manceron, nous ont permis de reprendre.

Les assises de la Soummam : 60 ans après, quelles leçons ?

Par Aït-El-Djoudi et Tahar Khalfoune, [Le matin d'Algérie](#) du 7 août 2016

La commune d'Akfadou organise en partenariat avec l'Assemblée de wilaya de Bejaia, le Forsem de Lyon (Forum de Solidarité Euro-Méditerranéenne) et Med Action d'Akbou un colloque avec la participation de chercheurs en histoire, de témoins, d'acteurs qui ont pris part au Congrès de la Soummam le 20 août 1956. Ce colloque se tiendra les 25 et 26 août 2016 à Tiniri dans la commune d'Akfadou.

Rappelons sommairement qu'Akfadou est une commune de la wilaya de Bejaia, fixée sur un massif montagneux culminant entre 800 et 1 700 mètres d'altitude. Souvent oubliés de l'histoire officielle, les habitants de cette municipalité pendant la guerre de libération avaient pourtant accompli un rôle d'autant plus décisif que cette agglomération fut déclarée par les autorités coloniales zone interdite, et qui plus est ce massif forestier fut le siège du quartier général de la wilaya III sous le commandement du colonel Amirouche.

Le congrès de la Soummam est un moment historique majeur et fondateur de l'Algérie en guerre et dont les concepteurs ont su et pu mettre en place, en dépit du quadrillage très serré du territoire par l'armée coloniale, des structures cohérentes, et dégager une perspective politique prémonitoire, au regard de la crise politique qui continue d'affecter le pays. Ses résolutions ont posé, notamment et sans ambiguïté le principe de la primauté du politique sur le militaire. Soixante ans plus tard, ce principe conserve encore une validité politique certaine. Sa remise en cause à la réunion du Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA) du Caire le 20 août 1957 a entraîné illico la militarisation des instances dirigeantes pendant la guerre et celle de tout le pays après l'indépendance. Depuis l'inversion des principes soummamiens du politique et du

militaire, l'on ne se considère légitime que si l'on a la force militaire et non le droit avec soi.

Pourtant, cet événement d'importance à plus d'un titre demeure depuis des décennies un terrain scientifique laissé en jachère puisque aucune recherche sui generis ne lui a été a priori consacrée par l'université algérienne, alors qu'il mérite bien d'être exploré pour plus d'une raison. Incontestablement, il y a d'abord un besoin d'histoire que la société n'a cessé d'exprimer sur la séquence précise de la guerre d'indépendance qui n'a pas encore livré tous ses secrets quand bien même le pays entretient un rapport très problématique avec son histoire. L'historien Mohammed Harbi disait très justement que « l'histoire est l'enfer et le paradis des Algériens ».

Ensuite, il s'agit de comprendre comment dans ce contexte difficile des premières années de la guerre marquée par l'absence aussi bien d'une organisation armée structurée et concertée que de vision et de stratégie politique, les concepteurs de ce congrès ont-ils réussi à mettre en place, d'un côté, les structures cohérentes destinées à soutenir la dynamique populaire. Et, de l'autre, à dégager une stratégie politique contractuelle et inclusive de libération du pays dépassant ainsi l'étroitesse des cadres politiques partisans traditionnels en donnant corps au mouvement national par l'intégration de nombreux cadres politiques issus d'horizons politiques divers (centralistes, PCA, ulémas, UDMA...) Enfin, parce qu'il a été traversé par des luttes internes, ce congrès fait pleinement partie d'une histoire et d'une mémoire conflictuelles, mais partagées avec la France. Il y a donc un enjeu scientifique de premier ordre à analyser, et à comprendre les raisons de ces crispations.

De telles perspectives peuvent, à elles seules, libérer un champ de recherche fécond au regard des pistes de travail qu'il est susceptible d'ouvrir. Pour toutes ces raisons nous avons estimé opportun - et la précision est de taille - d'associer des historiens et chercheurs algériens et français pour éclairer, grâce à leurs regards croisés, un débat souvent passionnel, mais dont l'intérêt n'est point à démontrer. Malgré un passé commun encore traumatisant de part et d'autre de la Méditerranée, nous sommes convaincus qu'il existe entre l'Algérie et la France plus qu'une proximité géographique ; des liens humains, historiques, linguistiques et culturels, rapprochent en vérité les deux pays plus qu'ils ne les éloignent.

Précisons que ce colloque se veut une rencontre de chercheurs, de témoins et d'acteurs au-dessus de toute autre considération, hormis celle d'éclairer un débat qui ne manque pas de points aveugles. Ces deux journées d'étude obéissent strictement à des considérations d'ordre historique. L'objectif étant de contribuer à une meilleure connaissance du contexte politique et militaire, des objectifs, des dissensions internes et des limites de ces assises, grâce aux réflexions des intervenants et aux échanges avec le public.

Pour la plus grande commodité des lecteurs et la satisfaction légitime de la curiosité d'un large public sur cette rencontre historique qui a réuni la majorité des dirigeants de la révolution autour d'un événement qui reste encore peu connu, mais qui revêt à plus d'un titre un caractère d'actualité, nous avons voulu faire œuvre utile en rassemblant les actes de ce colloque dans la Revue Mémoire dont la publication prochaine est particulièrement bienvenue.

Dalila Aït-El-Djoudi et Tahar Khalfoune

Le programme du colloque

Jeudi 25 août 2016

- 8h45 - Accueil des participants
- 9h00 - Ouverture et introduction générale du colloque : Dalila Aït-El-Djoudi-Tahar Khalfoune

Séance 01 : 9h15 - 12h00. Modératrice : Dalila Aït-El-Djoudi

- 9h20 - Allocution de M. Ali Rabahi, Président de l'Assemblée de la wilaya de Bejaia.
- 09h40 - Allocution de M. Mehenni Haddadou, Maire de la commune d'Akfadou.
- 09h50 - Allocution de M. Zahir Harir, président du Forum de solidarité euroméditerranéenne (FORSEM Lyon).
- 10h00 - Témoignages d'anciens combattants de l'ALN.
- 12h00 - Clôture de la 1ère séance

Séance 02 : 14h00-18h30 : le contexte du congrès. Modératrice : Dalila Aït-El-Djoudi

- 14h10 - Gilbert Meynier (Professeur émérite, université de Nancy II). Algérie 1956 : enterrement du politique et paroxysme de la violence.
- 14h30 - Belaïd Abane (Politologue et Professeur des universités en médecine, Paris). La primauté soummamienne du politique sur le militaire : d'Ifri au Caire, une vie éphémère.
- 15h00 - Débat
- 16h00 - Pause
- 16h20 - Gilles Manceron (Historien, responsable du groupe de travail « Mémoire, histoire, archives » de la Ligue française des droits de l'Homme, Paris) : Conceptions, définitions, débats sur la nation algérienne en France et en Algérie durant la période coloniale et la guerre d'indépendance.
- 16h50 - Tahar Khalfoune (Universitaire IUT Lyon 2, docteur en droit public) : « L'impact différencié de l'histoire commune sur la construction des deux pays ».
- 17h20 - Débat
- 18h30 - Clôture de la 2ème séance

Vendredi 26 août 2016

Séance 03 : 9h30-12h00 : les acteurs du congrès Modérateur : Tahar Khalfoune.

- 9h30 - Jean-Charles Jauffret (Professeur émérite, IEP Aix-en-Provence) : Les appelés français en guerre d'Algérie en 1956.
- 10h00 - Dalila Aït-El-Djoudi (Docteur en histoire militaire et études de défense, enseignante à Toulon) : L'Armée de libération nationale algérienne et ses transformations politico-administratives après le congrès de la Soummam.
- 10h35 - Débat
- 11h10 - Hamou Amirouche (Université San Diego, Californie). Abane, rassembleur et artisan du congrès de la Soummam.

- 11h40 - Ali Guenoun, (Docteur en histoire). Les cadres de la wilaya 3 et la direction de la guerre après le congrès de la Soummam.
- 11h05 - Débat
- 12h10 - Clôture de la 3ème séance ou clôture du colloque

Conclusion par Dalila Aït-El-Djoudi et clôture du colloque.

Séance 04 - 14h30- 17h00 : visites guidées

- Musée de la Soummam à Ifri
- Ancien quartier général du colonel Amirouche, wilaya III à Akfadou.

L'Armée de libération nationale algérienne et ses transformations politico-administratives après le congrès de la Soummam

par Dalila Aït-El-Djoudi

Le 1er novembre 1954, le FLN et sa branche armée l'ALN ne bénéficient pas d'une grande notoriété. La façade de l'ALN que nous analyserons consistera à expliquer comment l'ALN tente de se présenter comme une armée régulière, c'est à dire comment les militants nationalistes passent d'une bande de moins de 1000 personnes mal équipées et mal organisées à une organisation militaire, structurée, hiérarchisée avec des méthodes qui s'inscrivent dans le cadre de la guerre subversive. L'objectif est d'analyser comment une « bande armée » tente de s'imposer comme une véritable armée aux yeux des gouvernants et des militaires français et plus généralement de l'opinion publique française et internationale. Ces pratiques qui relèvent de la propagande et de l'action psychologique, propres à ce conflit armé, renvoient à la volonté du FLN et de ses partisans de faire reconnaître les « événements d'Algérie » comme une guerre et ainsi d'imposer le statut de combattants à ceux qui se battent « d'égal à égal » contre l'armée française. Dans cet objectif l'ALN met en œuvre une organisation politico administrative dont le but premier est de convaincre les populations et d'accélérer leur processus de ralliement à l'ALN. Cette organisation sert de support politique, administratif et logistique à l'organisation militaire proprement dite. Embryon d'une administration réelle, elle permet l'action de l'ALN et en matérialise la réussite. Les procédés utilisés sont : la terreur qui sert de base à l'action psychologique et une technique perfectionnée d'organisation suivant les principes des hiérarchies parallèles.

La façade de l'ALN évolue en fonction des événements liés à la guerre d'indépendance qui sont en liens évident avec les stratégies militaires, le discours politique et la propagande. C'est lors du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956, que les principaux dirigeants de l'ALN proclament la primauté du politique sur le militaire, ils fixent les objectifs de l'indépendance par la lutte armée et la diplomatie. C'est également à cette occasion que sont constitués les organes de direction : le CNRA (conseil national de la révolution algérienne) et le CEE (comité de coordination et d'exécution). Parmi les préoccupations qui émergent du congrès figure la réorganisation des structures de l'ALN qui sont désormais calquées sur le modèle d'une armée régulière : le territoire

algérien est redécoupé en six wilayas, elles-mêmes subdivisées en mintaka (zone), nahia (régions) et kasma (secteurs). Une stricte hiérarchie d'unités combattantes et de grades est instituée. L'enjeu politique de cette présentation de l'ALN s'inscrit dans le cadre de la guérilla dans le but de renverser l'autorité coloniale contestée. La stratégie est à la fois militaire, psychologique et diplomatique pour atteindre le but de renverser un gouvernement en ayant au préalable tenté de donner une légitimité à l'ALN. L'analyse des directives et des rapports officiels de l'ALN est menée à partir d'un corpus émanant des archives militaires du SHD (service historique de la Défense) où l'on trouve un grand nombre de documents récupérés sur les « rebelles » lors des accrochages, et aussi des archives du musée de l'Armée d'Alger. Etudier les logiques de l'engagement dans l'ALN nécessite de prendre en compte les entretiens biographiques avec des anciens combattants de l'ALN. Le processus de légitimation d'une institution militaire donne à voir ce qui se déroule derrière la façade de l'ALN dans le cadre des enjeux de la guerre d'indépendance algérienne de 1954 à 1962.

Dalila Aït-El-Djoudi

Dalila Aït-El-Djoudi est docteur en histoire militaire et études de Défense et professeur d'histoire-géographie en lycée à Toulon. Elle a soutenu sa thèse *Image des combattants français vus par l'ALN : 1954-1962 : l'exemple de la wilâya III*, 2 vol., 764 p., en 2004 à l'université Paul Valéry de Montpellier, dirigée par l'historien Jean-Charles Jauffret (IEP d'Aix en Provence), dont a été tiré le livre *La guerre d'Algérie vue par l'ALN, 1954-1962 : l'armée française sous le regard des combattants algériens*, Paris, Éd. Autrement, 2007, 241 p.

Conceptions, définitions, débats sur la nation algérienne en France et en Algérie durant la période coloniale et la guerre d'indépendance

par Gilles Manceron

Du temps de la colonisation française, comment était désignée, définie et décrite l'entité politique et démographique qui deviendra l'Algérie à l'issue de sa guerre d'indépendance ? Le mot "Algérie" est apparu en 1803 sous la plume du philosophe Charles Fourier (1772-1837), admirateur de l'expédition de Bonaparte en Egypte et favorable à ce que les "grands Etats d'Europe" soumettent les "régions barbares", ce qui revenait, pour la France, à "conquérir Maroc et Algérie". Au moment de l'expédition de juillet 1830, on parlait côté français d'"Alger" pour désigner la ville et le territoire alentour qu'elle administrait directement, et de la "Régence d'Alger" pour désigner l'ensemble de la province vassale de l'empire ottoman, mais sans désigner ni définir le peuple qui habitait ce qui deviendra l'Algérie indépendante. Fourier répète en 1831 le terme d'"Algérie", qui est repris en 1834 dans un livre intitulé *De l'Algérie et de sa colonisation*, puis qui se répand en France sous la Monarchie de Juillet. Dans cette période, on s'interroge sur le choix d'une "colonisation partielle" ou d'une "colonisation totale" de cet espace entre le Maroc et la Régence de Tunis, mais

toujours sans nommer l'ensemble des "peuplades" qui l'habitent. Les Français ont employé le terme d'"Algérie" mais n'ont pas voulu désigner sa population comme "les Algériens". Durant les guerres qu'ils ont menées pour contrôler ce territoire, ils ont parlé des "indigènes" ou des "naturels" qui y vivaient en les appelant du nom de leur région ou tribu, ou bien des en les désignant comme "Cabaïls", "Cabiles", "Kabyles", "Bédouins", "Maures" ou, plus rarement, "Arabes". Le régime de Louis-Philippe et les suivants ont fait le choix de faire venir dans le territoire des populations venues d'Europe. Quant aux gens qui le peuplaient, une minorité de responsables français, partisans d'une colonisation violente, ont préconisé, soit de les exterminer, soit de les refouler avec, à terme, à peu près le même effet, mais la plupart d'entre eux, de la Monarchie de Juillet à la Troisième République, ont été favorables à une "colonisation pacifique". Pour eux, il s'agissait d'opérer une "fusion des races", c'est-à-dire de forger un "peuple nouveau" - le général Clauzel employait déjà ce terme en 1833 - à partir des naturels "arrachés à leur arriération" et des diverses populations, cette Algérie pouvant même, pour certains, devenir, à terme, indépendante. Ce sont les seuls Européens membres de cette "nation nouvelle" - parfaitement mythique - qu'on a désignés à l'époque coloniale comme "les Algériens" - le terme de "Musulmans" étant choisi pour désigner les indigènes.

Telle était la vision coloniale française de la population de l'Algérie pendant toute la période de la colonisation. Le caractère très majoritairement arabo-berbère et musulman de cette population n'était pas reconnu. De 1830 à 1962, aucune des forces politiques françaises n'a voulu voir que c'est à partir de ce fait culturel, linguistique et religieux très majoritaire que se constituait une nation algérienne. D'où leur refus au XXe siècle du nationalisme algérien porté par l'ENA et le PPA-MTLD, puis par le FLN dans son manifeste du 1er Novembre 1954. Y compris le PCF dont la théorie de la "nation en construction" énoncée par Maurice Thorez en 1939 n'a été qu'une variante de la "fusion des races" des partisans de la "colonisation pacifique". Malgré le fait qu'il a employé ensuite les mots de "nation algérienne" et même - plus rarement et plus discrètement - d'"indépendance", il a conservé cette conception jusqu'en 1962, contrairement aux communistes algériens qui ont fait le choix en 1955 de rejoindre la guerre d'indépendance nationale.

Le 5 juillet 1962 a marqué la victoire de la conception portée par le mouvement national, fondée sur l'affirmation démocratique de ces caractères très majoritaires de la population algérienne. Caractères qu'aucune des grandes forces politiques de la société française entre 1830 et 1962 n'a été capable de reconnaître, y compris - en dehors de rares moments et de rares personnalités - les courants socialistes et communistes, ou la France Libre durant la Seconde guerre mondiale.

Mais au-delà de cette base commune affirmée par le mouvement national algérien depuis les années 1920 jusqu'à l'indépendance, celui-ci a connu à plusieurs reprises des débats importants autour d'une définition plus précise de la nation algérienne. En particulier lors de deux moments-clés : en 1949 au sein du PPA-MTLD, et en 1956 lors du congrès FLN de la Soummam.

L'objet de cette communication est de montrer que, d'une part, la brochure signée en 1949 du pseudonyme collectif de "Idir El Watani" par trois membres du PPA-MTLD, et, d'autre part, les textes préparés et adoptés par les délégués du congrès FLN de la Soummam en août 1956 portaient chacun, malgré leur statut très différent, des réflexions importantes sur la définition et la description de la nation algérienne. Or, l'histoire a fait que ces réflexions ont été par la suite dénigrées ou écartées alors

qu'elles laissaient entrevoir des perspectives extrêmement riches pour l'avenir de la nation algérienne.

Gilles Manceron

Gilles Manceron est historien, responsable du groupe de travail « Mémoire, histoire, archives » de la Ligue française des droits de l'Homme. Auteur notamment de *Marianne et les colonies* (La Découverte, 2003) ; *1885, le tournant colonial de la République* (La Découverte, 2007) ; *Marcel et Paulette Péju, le 17 octobre des Algériens. La triple occultation d'un massacre* (La Découverte, 2011) ; *Jean Jaurès, Vers l'anticolonialisme. Du colonialisme à l'universalisme*, (Les Petits matins, 2014) ; et, en collaboration : *La colonisation, la loi et l'histoire* (Syllepse, 2006) ; *Les harkis dans la colonisation et ses suites* (L'Atelier, 2007) ; *Le Paris arabe* (La Découverte, 2003) ; *Le Paris noir* (Hazan, 2001) ; *D'une rive à l'autre. La guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire* (Syros, 1993) ; *Droits de l'Homme. Combat du siècle*(Seuil, 2004) ; *Être dreyfusard hier et aujourd'hui* (Presses universitaires de Rennes, 2009).

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM

L'Akfadou revisite l'Histoire

Par Abdellah BOURIM - L'Expression Dimanche 14 Août 2016 00:00

Cette séquence de l'histoire de la guerre de Libération nationale, n'a pas encore livré tous ses secrets.

L'Akfadou, l'histoire de ce bastion de la révolution et quartier général du commandement de la Wilaya III historique, sera l'objet d'un colloque international du 25 au 26 août prochain à l'occasion de la commémoration du 60^{ème} anniversaire du congrès de la Soummam organisé en partenariat avec l'Assemblée de wilaya de Béjaïa, le Forum de solidarité euro-méditerranéenne (Forsem de Lyon) et Med Action d'Akbou. «Les assises de la Soummam: 60 ans après, quelles leçons?» est le thème de cette rencontre de deux jours qui réunira les chercheurs, historiens, témoins et acteurs de la guerre de Libération nationale des deux rives de la Méditerranée, qui vont tenter d'apporter des éléments de réponses aux questions de la mémoire, toujours sujets de spéculations. Donc un regard croisé sur un événement qui a marqué l'histoire des deux pays.

En effet, cette séquence de l'histoire de la guerre de Libération nationale, n'a pas encore livré tous ses secrets. Ce colloque se veut une rencontre de chercheurs, de témoins et d'acteurs au-dessus de tout autre considération, hormis celle d'éclairer un débat qui ne manque pas de points aveugles. D'éminents historiens et chercheurs universitaires des deux rives de la Méditerranée, vont prendre part à cette rencontre, à l'instar de Gilbert Meynier, professeur émérite, université de Nancy II. qui a consacré sa communication au thème «Algérie 1956: enterrement du politique et paroxysme de la violence», Belaïd Abane, politologue et professeur des universités en médecine Paris II, qui abordera la question de «la primauté soummamienne du

politique sur le militaire: d'Ifri au Caire, une vie éphémère», Gilles Manceron, historien, responsable du groupe de travail «Mémoire, histoire, archives» de la Ligue française des droits de l'homme, Paris «Conceptions, définitions, débats sur la nation algérienne en France et en Algérie durant la période coloniale et la guerre d'indépendance» et enfin, Tahar Khalfoune, universitaire IUT Lyon 2, docteur en droit public qui, pour lui, reviendra sur «L'impact de l'histoire commune sur la construction des deux pays».

Pour les organisateurs de ce colloque, l'objectif principal est de contribuer à une meilleure connaissance du contexte politique et militaire, des objectifs, des dissensions internes et des limites de ces assises, grâce aux réflexions des intervenants qui vont tenter d'éclairer le public, «sur cette rencontre historique qui a réuni la majorité des dirigeants de la révolution autour d'un événement qui reste encore peu connu». Il s'agit donc de libérer un champ de recherche fécond au regard des pistes de travail qu'il est susceptible d'ouvrir, lorsqu'on sait qu'aucune étude universitaire «n'est consacrée par l'université algérienne à cette séquence importante de l'histoire du pays.

Un terrain scientifique laissé en jachère alors qu'il mérite bien d'être exploré pour plus d'une raison», lit-on dans le communiqué des organisateurs. Selon ces derniers, le congrès de la Soummam demeure un moment historique majeur et fondateur de l'Algérie en guerre et dont les concepteurs ont su et pu mettre en place, en dépit du quadrillage très serré du territoire par l'armée coloniale, des structures cohérentes, et dégager une perspective politique prémonitoire, au regard de la crise politique qui continue d'affecter le pays.

Les participants à cette rencontre vont donc aborder plusieurs thématiques en relation avec le congrès de la Soummam, les décisions de cette rencontre des cadres de la révolution et ses répercussions sur le devenir de la lutte armée contre les forces coloniales et les conflits internes opposant certains cadres de la révolution aux initiateurs de cette action. «Ses résolutions ont posé, notamment et sans ambiguïté, le principe de la primauté du politique sur le militaire. Soixante ans plus tard, ce principe conserve encore une validité politique certaine. Sa remise en cause à la réunion du Conseil national de la révolution algérienne (Cnra) du Caire le 20 août 1957 a entraîné illico la militarisation des instances dirigeantes pendant la guerre et celle de tout le pays après l'indépendance.»

Août 2016, le colloque d'Akfadou sur les assises de la Soummam

<http://ldh-toulon.net/aout-2016-le-colloque-d-Akfadou.html>

Il y a 60 ans, s'est tenu dans les montagnes de Kabylie le congrès de la Soummam, réunissant les principaux responsables de la guerre d'indépendance algérienne de l'intérieur du pays (la délégation du FLN au Caire n'étant pas venue). Ce fut un moment unique de réflexion sur la nation algérienne et la participation de ses différentes composantes à la lutte pour l'indépendance. Sur les modalités de cette lutte, il a affirmé en particulier la primauté du politique sur le militaire.

Les 25 et 26 août 2016, sur les lieux où s'est tenu ce congrès, un public nombreux et attentif a pris part à des échanges sereins mais passionnés sur une réunion importante dont les travaux ont eu tendance à être oubliés ensuite [1] Plusieurs médias ont rendu compte de l'événement, notamment le quotidien algérien [El Watan](#). Nous reproduisons ci-dessous l'article que lui a consacré le quotidien *Liberté*.

Le Congrès de la Soummam s'est tenu ici, le 20 août 1956

Quelles leçons faut-il tirer des assises de la Soummam ?

par M. Ouyougout, [Liberté](#), le 27 août 2016

Aux côtés des chercheurs et universitaires algériens et français, il y avait beaucoup de personnalités dont des anciens maquisards, des élus locaux et nationaux, des militants politiques et associatifs, des membres des organisations des moudjahidine et fils de chahids, mais aussi de simples citoyens dont des femmes et beaucoup de jeunes.

Le centre culturel d'Akfadou était plein à craquer hier et avant-hier. Et pour cause : la commune d'Akfadou organise en partenariat avec l'Assemblée populaire de wilaya, l'association Forcem (Forum de solidarité euroméditerranéenne) de Lyon et Med Action d'Akbou, un colloque sur les assises du Congrès de la Soummam.

Le thème choisi : "60 ans après, quelles leçons ?" Ce qui a fait dire à l'un des principaux organisateurs, Tahar Khalfoune, docteur en droit public, "votre présence témoigne de l'intérêt que vous portez à la Révolution, au Congrès de la Soummam et à ce rendez-vous".

En effet, aux côtés des chercheurs et universitaires algériens et français, il y avait beaucoup de personnalités dont des anciens maquisards à l'instar de Si Rachid Adjaoud et Si Meziane Asselate – le premier a dactylographié en plusieurs exemplaires une partie des résolutions de la Soummam, il a remis en outre au secrétariat du colloque le procès-verbal de la dernière réunion, présidée par le colonel Amirouche ; le deuxième a servi sous les ordres de nombreux dirigeants de la Révolution et était chargé notamment de l'escorte du révolutionnaire Che Guevara quand il a visité l'Akfadou, le poste de commandement de la Wilaya III : photo à l'appui –, des élus, locaux et nationaux, des militants politiques et associatifs, des membres des organisations des moudjahidine et fils de chahids, mais aussi de simples citoyens dont des femmes et beaucoup de jeunes.

L'une des chevilles ouvrières de cette rencontre scientifique, qui s'est déroulée en présence des anciens maquisards, qui avaient assuré la sécurité des congressistes de la Soummam, Dalila Aït El-Djoudi, historienne, a été très émue d'intervenir dans un lieu de mémoire, Akfadou en l'occurrence et sur un sujet aussi important que les assises de la Soummam. Et comme il s'agit, indiquera-t-elle, du "seul hommage national". Forcément, elle devait être présente soixante ans après leurs tenues.

Mais l'oratrice n'a pas manqué de décocher une flèche en direction de ceux, qui ont voulu faire dans la récupération politique.

“J'ai pensé que c'est le peuple qui allait se rassembler à Ifri Ouzellaguen. On a assisté à un meeting politique. J'ai pensé que l'hommage national allait être rendu à tous. Allusion à tous les acteurs de la Révolution. Malheureusement, il n'y avait que le portrait d'Aït Ahmed, qui avait été accroché par un parti politique dont je tairai le nom.”

Une fois la parenthèse refermée, l'auteur de *La guerre d'Algérie vue par l'ALN (1954-1962) : l'armée française sous le regard des combattants algériens*, paru en 2007 à Paris aux éditions Autrement, a expliqué que leurs ambitions est de comprendre comment dans un contexte difficile des premières années de la guerre, marquée par l'absence aussi bien d'une organisation armée, structurée et concertée que de vision et de stratégie politique, “les concepteurs du Congrès ont-ils réussi à mettre en place d'un côté, les structures cohérentes, destinées à soutenir la dynamique populaire. Et de l'autre, à dégager une stratégie politique contractuelle et inclusive de libération du pays dépassant l'étroitesse des cadres politiques partisans traditionnels en donnant corps au mouvement national par l'intégration de nombreux cadres politiques, issus d'horizons politiques divers (centralistes, PCA, ulémas, UDMA, etc.)?”. Dalila Aït El-Djoudi n'a pas manqué de rappeler que le Congrès de la Soummam a été traversé par des luttes internes, des rivalités entre les différents acteurs et leaders du mouvement national. “Rivalités qui perdurent.” Mais en ce qui la concerne, elle et les historiens, algériens ou français, qui travaillent sur ces questions, elle insiste auprès de l'assistance : “Nous souhaitons avoir un regard critique sur cette question. L'historien ne va pas prendre en compte la mémoire officielle. Mais croiser les vérités. C'est pour cela que les historiens croisent les sources : les mémoires d'anciens combattants. On a des mémoires conflictuelles. Il faut donc avoir un certain recul. On agit en toute liberté et sans aucun engagement d'un point de vue idéologique. On est là pour discuter, échanger avec vous. L'important est qu'il y ait des analyses avec le vécu de chacun, la perception de chacun, pour que les débats se déroulent convenablement.” Tahar Khalfoune en a profité pour évoquer les absences remarquées de certains historiens, attendus : “Gilbert Meynier s'est excusé ; Lahouari Addi ne pouvait être des nôtres pour des raisons personnelles ; Alain Ruscio n'a pas pu se libérer lui aussi. Quant aux historiens français, présents parmi nous, ils sont connus pour leur engagement ; ils sont les initiateurs de la pétition pour l'abrogation de la loi sur les effets positifs de la colonisation (2005). Ils ont fait preuve de soutien et de solidarité avec le peuple algérien.”

Tahar Khalfoune dira aussi que le Congrès de la Soummam a été un véritable exploit. “Ses concepteurs, à leur tête Abane Ramdane, avaient un sens de la perspective historique. On voit combien ils étaient en avance sur leur temps.” D'où leur insistance sur deux principes essentiellement : la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur. Lesquels principes avaient été remis en cause en moins d'une année, regrettera-t-il. Il dira enfin qu'il existe entre l'Algérie et la France, plus qu'une proximité géographique. “Des liens humains, historiques, linguistiques et culturels rapprochent en vérité les deux rives plus qu'elles ne les éloignent. L'objectif de cette rencontre étant de contribuer à une meilleure connaissance de ce passé commun grâce aux réflexions des intervenants et aux

échanges avec le public.” Pari réussi. La revue Mémoire, que dirige notre confrère Hocine Smaili, va publier incessamment les actes de ce colloque.

Gilles Manceron, historien

“Le Congrès de la Soummam est très important. Les congressistes, Abane, Ben M’hidi et d’autres, se sont donné le temps de penser à la nation algérienne. [La Déclaration du 1er novembre 1954] était une première ébauche. Ils ont élaboré quelque chose de plus précis. Et ils avaient affirmé deux principes notamment : la primauté du politique sur le militaire et de l’intérieur sur l’extérieur. Malheureusement la suite de l’histoire sera marquée par des affrontements, des tensions et des divisions entre les différents acteurs du mouvement sans que l’on prolonge cette réflexion.” À l’instar d’Ali Guenoun du côté algérien, l’historien a tenu à s’écarter des utilisations que font les politiques par rapport à l’histoire. “Lors de ma communication, je vais montrer que, d’une part, la brochure, signée en 1949 du pseudonyme collectif d’Idir El-Watani par trois membres du PPA-MTLD, et d’autre part, les textes, préparés par les délégués du congrès FLN de la Soummam en août 1956, portaient, malgré leur statut très différent, des réflexions importantes sur la définition et la description de la nation algérienne. Or, l’histoire a fait que ces réflexions ont été par la suite dénigrées ou écartées alors qu’elles laissaient entrevoir des perspectives extrêmement riches pour l’avenir de la nation. C’est le cas des juifs d’Algérie, des Berbères. Mais l’affaire du canal de Suez et la crise au Moyen-Orient est venue tout remettre en cause. C’est le cas aussi des Européens, qui auraient pu trouver leur place dans la future Algérie.”

Hamou Amirouche

“Akfadou, pour moi, est un lieu emblématique. Et pour deux raisons : c’est le PC du colonel Amirouche avec qui j’ai servi de 1957 à 1958 ; c’est ici aussi que ma vie a basculé. J’ai pu, grâce au colonel Amirouche, faire des études : le lycée et ensuite l’université. Il a été le seul chef militaire à avoir pensé à l’après-Indépendance. Il a mis en place un fonds pour permettre aux jeunes maquisards de faire des études. Il a formé des centaines de cadres. C’est ici aussi que nous avons des hauts et des bas. Littéralement, à partir de 1957, nous avons assisté au début de notre calvaire. Les forces coloniales avaient érigé la ligne Morice et posé quelque 8 millions de mines dont certaines tuent encore. Et le front intérieur avait commencé à se révolter contre l’extérieur.”

Si Meziane Asselate, ancien capitaine de l’ALN

“Comment avons-nous vécu les assises du Congrès de la Soummam ? Je peux vous assurer une chose, nous ignorions tout de cette réunion. Notre rôle consistait à assurer la sécurité. Mais nous ignorions que les responsables de la Révolution étaient en conclave. Vous savez, j’ai posé la question au lieutenant Si Hmimi, qui servait sous les ordres du colonel Amirouche. Il ignorait tout du Congrès alors qu’il était le bras droit du premier responsable de la wilaya, Amirouche en l’occurrence”. Et à propos du redoutable colonel, il a évoqué pour nous cette anecdote, qui témoigne, si besoin est, de la personnalité d’Amirouche. Un jour en inspectant un hôpital dans la région de Mezzaïa, il s’est rendu compte que les blessés étaient dans un état lamentable. Ils ne mangeaient pas à leur faim. Juste après il est allé rencontrer le responsable : “Vous avez à manger ?” Réponse : “Bien sûr. Un chevreau est en train de rôtir. Tout d’un coup, il se lève et s’empare, lui et ses hommes, de la nourriture et du chevreau qu’ils

s'empressèrent d'aller porter aux malheureux blessés. C'est cela Si Amirouche. Vous savez, il lave lui-même ses affaires ; il lui arrive de préparer à manger ou de faire la vaisselle. Vous en connaissez beaucoup de responsables de cette trempe ?”

Propos recueillis par M. Ouyougout

Notes

[1] Voir le [programme du colloque d'Akfadou](#).

<http://www.reporters-dz.com/index.php/actualite/akfadou-abrite-un-colloque-international-sur-la-portee-historique-de-la-rencontre-d-ifri-les-assises-de-la-soummam-revisitees>

samedi, 27 août 2016 06:46

Akfadou abrite un colloque international sur la portée historique de la rencontre

d'Ifri : Les assises de la Soummam revisitées

Écrit par [Chafik Aït M'barek](#)

Les projections politiques contenues dans la Charte de la Soummam ont été au centre des débats lors des travaux du colloque international organisé, les 25 et 26 août derniers, par l'APC d'Akfadou, en collaboration avec l'APW de Béjaïa, le Forsem de Lyon (Forum de solidarité euroméditerranéenne) et l'association Med-Action d'Akbou. La salle des conférences de la maison de jeunes de Tiniri, chef-lieu de la commune révolutionnaire d'Akfadou, s'est avérée trop exiguë pour contenir tout ce beau monde venu participer à ce premier Colloque international ayant pour thème «Les assises de la Soummam, 60 ans après, quelles leçons ? ». Cette manifestation qui s'est étalée sur deux jours a vu la participation de plusieurs personnalités nationales et étrangères. En effet, d'éminents chercheurs en histoire, des personnalités politiques, des témoins et des acteurs qui ont pris part au congrès de la Soummam le 20 août 1956, étaient présents à ce rendez-vous avec l'Histoire. Gilbert Meynier, professeur émérite d'histoire de l'université Nancy II, Gilles Manceron, historien et vice-président de la Ligue française des droits de l'homme, Dalila Aït Djoudi, docteur en histoire militaire et études de défense, Ali Guenoun, docteur en histoire, ainsi que Hamou Amirouche de l'université de San Diego..., sont autant d'invités de marque qui ont répondu présents à cette rencontre. Au premier jour de la manifestation, c'est Dalila Aït El Djoudi et Tahar Khalfoune, universitaire à IUT Lyon 2, docteur en droit public, qui ont ouvert le bal des communications. Les deux intervenants, après avoir

fait une introduction générale du colloque, ont tenu à préciser que cet espace de débat vise à « décortiquer ce qu'il reste de l'esprit du Congrès qui a mis en avant l'Algérie en tant que nation ». Pour eux, le Congrès de la Soummam est un moment historique majeur et fondateur de l'Algérie en guerre et dont les concepteurs ont su et pu mettre en place, en dépit du quadrillage très serré du territoire par l'armée coloniale, des structures cohérentes et dégager une perspective politique prémonitoire, au regard de la crise politique qui continue d'affecter le pays. Les deux conférenciers rappellent sans ambages que « les résolutions de la Charte de la Soummam ont posé, notamment et sans ambiguïté, le principe de la primauté du politique sur le militaire. Soixante ans plus tard, ce principe conserve encore une validité politique certaine. Sa remise en cause à la réunion du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) du Caire le 20 août 1957 a entraîné illico la militarisation des instances dirigeantes pendant la guerre et celle de tout le pays après l'indépendance. Depuis l'inversion des principes soummamiens du politique et du militaire, l'on ne se considère légitime que si l'on a la force militaire et non le droit avec soi.» Dans l'après-midi, le contexte politique du congrès sera abordé par Gilbert Meynier, professeur émérite, chercheur à l'université de Nancy II. Il donnera une conférence sous le thème « Algérie 1956: enterrement du politique et paroxysme de la violence ». Belaïd Abane, politologue et professeur des universités en médecine, Paris, lui succèdera pour développer le thème «La primauté soummamienne du politique sur le militaire: d'Ifri au Caire, une vie éphémère». Pour sa part, l'historien Gilles Manceron se penchera sur une autre thématique portant sur «Conceptions, définitions, débats sur la nation algérienne en France et en Algérie durant la période coloniale et la guerre d'indépendance». Au deuxième jour, Jean-Charles Jauffret, professeur émérite, IEP Aix-en-Provence, animera une conférence sur «Les appelés français en guerre d'Algérie en 1956». Alors que Hamou Amirouche et Ali Guenoun, docteur en histoire, axeront leurs interventions respectivement sur «Rassembleur et artisan du congrès de la Soummam», «Les cadres de la Wilaya III historique et la direction de la guerre après le congrès de la Soummam». A noter que ce colloque s'est achevé par des visites guidées au musée de la Soummam à Ifri et l'ancien quartier général du colonel Amirouche, Wilaya III historique à Akfadou. Enfin, les organisateurs, visiblement très satisfaits de la réussite de l'événement, ont promis de rééditer leur initiative en donnant rendez vous aux participants à l'année prochaine.

<http://www.toutdz.com/ultimes-lecons/>

Dans Actualité 27 août 2016 21 Vues

Les assises de la Soummam, 60 ans après, quelles leçons ?» Telle est la question à laquelle devait répondre le colloque international qui s'est déroulé ce week-end à Tiniri, chef-lieu de la commune d'Akfadou, dans la wilaya de Béjaïa, qu'organisaient conjointement l'APC d'Akfadou, l'APW de Béjaïa avec l'apport et les contributions des associations Med Action et Forsem.

Pour ce faire, des historiens de renom tels que Gilbert Menier et Gilles Manceron, connus pour leurs travaux sur l'histoire d'Algérie, des acteurs de la trempe de Hamou Amirouche (ancien secrétaire particulier du colonel Amirouche, aujourd'hui installé aux Etats-Unis) et des écrivains ou intellectuels comme Bélaïd Abane, Tahar Khalfoune et Dalila Aït El Djoudi ont été conviés à la table des discussions. D'anciens maquisards, à l'image de Rachid Adjaoud, étaient également présents pour apporter leurs témoignages.

Si la matinée de jeudi a été consacrée aux inutiles et oiseuses interventions protocolaires, c'est dans le courant de l'après-midi que la nombreuse assistance a vu les intervenants entrer dans le vif du sujet avec la première communication. Celle de Gilbert Meynier, intitulée «L'année 1956, enterrement de la politique et paroxysme de la violence», lue à l'assistance par Dalila Aït El Djoudi, car l'intéressé était absent pour des raisons de santé.

L'historien décrit une ALN maîtresse du terrain et de l'initiative et un FLN avec une direction bicéphale. «1956 est une année charnière où la violence atteint son paroxysme, ce qui enterre toute idée de solution négociée», écrit Gilles Meynier. C'est dans ce contexte que survient le Congrès de la Soummam avec des chefs de maquis et des politiques du FLN, à leur tête «un Abane Ramdane impatient de construire l'Etat algérien». L'historien évoque également le «rapt aérien des chefs historiques le 22 octobre de la même année», ce qui va permettre à l'appareil militaire des chefs guerriers de prendre le relais, accentuant ainsi le rejet du dialogue et le prolongement de la guerre.

De son côté, le professeur et écrivain Bélaïd Abane a évoqué la primauté «soummamienne» du politique sur le militaire en soulignant, de prime abord, que le thème de la violence, tel qu'abordé par Gilles Meynier, n'est pas intrinsèquement lié à la société algérienne mais à toutes les sociétés. Sauf que «nous sommes un peuple qui a été brutalisé durant des siècles», dit-il. Aussi bien par l'occupant ottoman que le colonialisme français.

«Chaque soulèvement a entraîné une aggravation de l'état du peuple algérien», dira-t-il encore. La création de partis politiques à partir de 1926 n'ayant rien ramené de concret, la désillusion de Mai 1945 suivie des massacres commis à l'encontre des populations civiles désarmées ont fait germer au sein d'une nouvelle génération de la jeunesse algérienne l'idée qu'il fallait écarter la voie politique et recourir aux armes. Ce qui fut fait en Novembre 1954.

Après deux ans de guerre, l'Algérie est un contexte de violence totale, une «violence à boulets rouges et à couteaux sanglants» et Abane, au Congrès de la Soummam, va poser une question cruciale à ses pairs : «Quelles sont les limites que l'on doit poser à la violence et à quelles règles doit-elle obéir ?» «C'est Abane qui a ramené le concept de force politique pour bouter les Français hors de nos frontières, contrairement à l'idée répandue qu'il fallait le faire par la force des armes», précise le professeur Bélaïd Abane.

Poursuivant son exposé, il explique que l'erreur du dirigeant charismatique du FLN a été d'avancer l'idée de la primauté du politique sur le militaire, c'est-à-dire que «la raison politique doit primer sur la raison militaire». Ce principe n'a été ni compris ni admis par les autres chefs qui y ont vu une hiérarchisation des appareils dirigeants de la Révolution. Cette erreur de stratégie, Abane, l'unificateur du Mouvement national, le dirigeant visionnaire qui voulait arrimer l'Algérie à la modernité, la payera de sa vie.

Dans sa communication, l'historien français Gilles Manceron proposera, lui, un très intéressant débat sur la conception et définition de la nation algérienne en France et en Algérie. «Le mot Algérie n'existait pas encore en 1830. On parlait encore d'Alger ou de la Régence d'Alger. Le mot a été utilisé une première fois en 1831 par l'historien Charles Fournier et n'est entré dans le langage officiel qu'en 1837, dans une déclaration officielle où l'on parlait d'occuper complètement le territoire se trouvant entre le Maroc et la Tunisie», précise-t-il.

A l'époque, on débattait encore pour savoir si on allait procéder à une colonisation complète ou partielle du territoire algérien. «Ce n'est qu'à la prise de Constantine que l'on se décida pour une colonisation complète», dira-t-il.

Gilles Manceron évoquera également ces voix françaises qui, face aux massacres commis, plaident pour une autre approche : «Il ne faut pas les tuer tous, il faut essayer d'en intégrer quelques-uns dans cette mosaïque des peuples à dominante européenne que nous allons construire», pensait-on en ce temps-là.

Revenant sur le Congrès de la Soummam, le docteur Tahar Khalfoune souligne que ces assises ont donné corps au Mouvement national. Pour lui, le mérite du Congrès est d'avoir procédé d'une manière inclusive, en rassemblant toutes les forces et tendances, à l'exclusion des messalistes qui avaient pris les armes contre la Révolution. «Les chefs qui ont pris l'initiative de ce Congrès ont essayé de rassembler, d'où la naissance d'un véritable Mouvement national. Ils avaient le sens des perspectives historiques et une idée de l'Etat qui allait être mis en place une fois l'indépendance acquise», dit-il.

En conclusion, à propos des leçons que l'on pourrait tirer des assises de la Soummam, le professeur Bélaïd Abane déclare : «Au bout de 60 ans, on s'est rendu compte que les idées-clés du Congrès de la Soummam sont toujours d'actualité. Ce qui manque essentiellement à notre pays est la question de la citoyenneté. Nous sommes dans tout ce qui nous divise, comme la question identitaire ou celle de l'islam.

Tout cela nous divise. Le seul vrai dénominateur commun, c'est la citoyenneté. Et c'était déjà présent dans le Congrès de la Soummam. La deuxième leçon que l'on pourrait tirer est la primauté du politique sur le militaire. La garantie que les rapports de force ne soient pas déterminés par la force brutale. C'est la garantie d'un État civil.»

Actualités : 1er Colloque international sous le thème «les assises de la Soummam, 60 ans après, quelles leçons ?»
Rencontre fructueuse à Akfadou

Le Soir d'Algérie 27 août 2016

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2016/08/27/article.php?sid=201096&cid=2>

Le premier colloque international placé sous le thème «Les assises de la Soummam, 60 ans après, quelles leçons ?» s'est ouvert jeudi en présence d'une foule nombreuse à Thiniri, dans la commune historique d'Akfadou (Béjaïa). Organisée par la commune d'Akfadou en partenariat avec l'Assemblée de wilaya de Béjaïa, le Forsem de Lyon (Forum de solidarité euroméditerranéenne) et Med Action d'Akbou, la rencontre a enregistré deux jours durant, jeudi et vendredi, la participation de plusieurs chercheurs en histoire, des témoins, des acteurs qui ont pris part au Congrès de la Soummam le 20 août 1956.

Le bureau local d'Akfadou de l'ONM et le bureau de wilaya de l'ONM, l'association Colonel Oulhadj et sa famille ainsi que celle de Abane Ramdane ont pris part aussi à ce rendez-vous avec l'histoire visant à éclairer à travers un débat tous les points sombres en relation avec cette date phare dans le combat libérateur du pays. Gilbert Meynier, Gilles Manceron, Dalila Aït Djoudi, docteur en histoire militaire et études de défense, Ali Guenoun, docteur en histoire, ainsi que Hamou Amirouche de l'université de San Diego sont autant d'historiens qui ont répondu présents à ce rendez-vous. D'autres personnalités à l'image de Hend Saâdi ont assisté à la rencontre.

L'ouverture et l'introduction générale du colloque ont été assurées dans la matinée de jeudi par Dalila Aït Djoudi et Tahar Khalfoune. Après l'ouverture protocolaire par le P/APW, le maire d'Akfadou et les différents partenaires dans l'organisation de l'évènement, une gerbe de fleurs a été déposée au carré des martyrs de cette municipalité chargée d'histoire, quatre portraits officiels de Abane Ramdane, Larbi Ben M'hidi, Krim Belkacem et le colonel Amirouche ont été inaugurés avant de laisser place à des témoignages émouvants d'anciens combattants de la région. Intervenant à l'ouverture Mehenni Haddadou, maire d'Akfadou, note que cette première expérience dans sa commune «laissera des traces puisque les actes du colloque seront publiés» tout en se félicitant «de la réussite de l'évènement» avant d'annoncer l'organisation en partenariat avec Med-action un deuxième colloque prochainement à Akbou, Akfadou et Béjaïa sur la Révolution.

De son côté, Hocine Smaïli, président de Med-Action Algérie partenaire dans l'organisation de la manifestation indique que «par devoir de mémoire et en perpétuant la tradition du forum citoyen initié depuis l'année 2010, notre association continuera périodiquement à mettre sous les feux de la rampe des thèmes d'actualité en relation avec l'histoire de l'Algérie, la citoyenneté, la culture du dialogue et de la paix et le brassage inter-méditerranéen».

Dans l'après-midi de jeudi, le contexte politique du Congrès de la Soummam a été abordé par Gilbert Meynier (professeur émérite, université de Nancy II) sous le thème «Algérie 1956: enterrement du politique et paroxysme de la violence». Belaïd Abane (politologue et professeur des universités en médecine, Paris), est intervenu sur le thème «la primauté soummamienne du politique sur le militaire : d'Ifri au Caire, une vie éphémère».

Belaïd Abane s'est arrêté sur un aspect «très important et d'actualité». «C'est cette primauté du politique sur le militaire, un concept inventé par Abane lors du congrès de la Soummam et qui l'a fait chauffé avant le congrès de la Soummam, appliqué

pendant le congrès de la Soummam et qui va avoir une vie éphémère. J'ai parlé de vie éphémère car au fait, la primauté du politique sur le militaire va avoir une année de vie», note Belaïd Abane dans son intervention. Et d'expliquer «née à la Soummam le 20 août 1956, la primauté du politique sur le militaire va mourir le 20 août 1957 à la réunion du CNRA du Caire. C'est cette primauté du politique et de l'intérieur sur l'extérieur qui ont porté Abane au sommet du pouvoir pour devenir l'un des membres les plus influents de la direction de la révolution si ce n'est le membre le plus influent. Lorsque l'équation a été inversée, c'est-à-dire la primauté du militaire installée à l'extérieur c'est la marginalisation de Abane qui va conduire en droite ligne vers son assassinat », soutiendra dans son intervention le conférencier.

Gilles Manceron (historien, responsable du groupe de travail «Mémoire, histoire, archives» de la Ligue française des droits de l'homme, Paris) a développé une autre thématique portant sur «Conceptions, définitions, débats sur la nation algérienne en France et en Algérie durant la période coloniale et la guerre d'indépendance». Tahar Khalfoune (universitaire IUT Lyon 2, docteur en droit public) clôturera la première journée sur «L'impact de l'histoire commune sur la construction des deux pays». «L'histoire commune de 132 ans et qui s'est poursuivie après l'indépendance a, d'un côté, influencé la construction de l'Algérie qui s'est faite sur le modèle français mais en opposition à la France mais comment la France s'est construite en miroir de l'Algérie», tel a été le fond de la problématique du texte présenté par Tahar Khalfoune lors de cette rencontre.

Dans la matinée d'hier vendredi, Jean-Charles Jauffret (professeur émérite, IEP Aix-en-Provence) a animé une conférence sur «Les appelés français en guerre d'Algérie en 1956».

Dalila Aït Djoudi (docteure en histoire militaire et études de défense, enseignante à Toulon), a parlé de «l'Armée de Libération nationale algérienne et ses transformations politico-administratives après le congrès de la Soummam». De leur côté, Hamou Amirouche (université San Diego, Californie), Abane et Ali Guenoun (docteur en histoire) sont intervenus respectivement autour des thèmes suivants : «Rassembleur et artisan du congrès de la Soummam», «Les cadres de la Wilaya III historique et la direction de la guerre après le Congrès de la Soummam». Le colloque s'est clôturé dans l'après-midi d'hier par des visites guidées au musée de la Soummam à Ifri et l'ancien quartier général du colonel Amirouche, Wilaya III historique au village de Mezouara (Akfadou).

A. Kersani

Nombre de lectures : 199

<http://www.bejaia06.com/colloque-international-sur-les-assises-de-la-soummam-akfadou-a-lheure-des-bilans>

Colloque international sur les assises de la Soummam : Akfadou à l'heure des bilans

Ikdjene de son ancienne appellation ou Akfadou, rattachée administrativement à la Daira de Chemini à abrité durant deux jours, le 25 et le 26 Août 2016, à l'occasion du 60ième anniversaire du congrès de la Soummam des assises placés sous le thème «Assises de la Soummam, 60 ans après quelles leçons ?».

La première journée de ce colloque international dans sa première édition organisé par l'APC d'Akfadou, obédience FFS, en collaboration avec l'APW de Béjaia , FORSEM (Forum de Solidarité Euro Méditerranéenne) et MED ACTION d'Akbou, a été caractérisée par le dépôt de gerbe de fleurs devant la stèle des Martyrs à Tinniri (Akfadou) et l'inauguration des portraits de quatre architectes du congrès de la Soummam que beaucoup de participants, s'interrogent sur l'absence de trois autres portraits de figures emblématiques du mouvement national, suivie, à la maison de jeunes de TINIRI , par l'introduction sur le colloque présentée par Madame docteur en histoire militaire et études de défense, Dalila Ait El Djoudi et Tahar Khalfoune, docteur en droits publics de l'Association Franco-algérienne FORSEM.

Plusieurs historiens et chercheurs de renommés international et des acteurs de la guerre de libération nationale ont pris part à ce colloque à travers des communications et témoignages. Des députés, sénateurs ,élus à l'APW et cadres de plusieurs partis politiques à l'image du RCD qui a dépêché une importante délégation à sa tête son secrétaire national à l'information Athmane Mazouzi, ont également pris part à l'ouverture de ce colloque.

La première journée s'est poursuivie l'après midi avec une communication de Gilbert Meynier professeur émérite, université de Nancy II,(absent pour des contraintes personnelles) présentée par Dalila Ait El Djoudi sous le thème «Algérie 1956 : Enterrement du politique et paroxysme de la violence».

La deuxième séance de l'après midi était au tour du politicologue Belaid Abane de présenter sa thèse sous le thème : «La primauté Soummamienne du politique sur le militaire: D'Ifri au Caire, une vie éphémère».

L'historien et le militant de droits de l'homme Français, Giles Manceron a succédé pour intervenir sur le thème : Conceptions, définitions,débats sur la nation algérienne en France et en Algérie durant la période coloniale et la guerre d'indépendance.

Tahar Khalfoune, enfant natif d'Akfadou, docteur en droits publics a clôturé cette première journée du colloque par la présentation d'une communication sous le thème: L'impact de l'histoire commune sur la construction des deux pays.

Le colloque s'est poursuivi ce vendredi 26 août, avec quatre communications présentées, la matinée par des historiens à l'image; Charles Jauffret, Hamou Amirouche et Ali Guenoun .Le colloque a été clôturé par Dalila Ait El Djoudi avec une synthèse de deux jours de communications, de témoignages et de débats. L'après midi de la journée du vendredi a été consacrée

aux visites du musée d'Ifri Ouzellaguen et du quartier général du colonel Amirouche Wilaya III sis au village de Mezouara (Akfadou).

La rédaction

[Dépêche de la Kabylie](#) | 27 Août 2016 | 506 lecture(s)

BÉJAÏA UN COLLOQUE INTERNATIONAL Y A ÉTÉ ORGANISÉ HIER ET AVANT-HIER

Akfadou dépoussière le Congrès de la Soummam

http://www.depechedekabylie.com/thumbnaill.php?file=2016/08/photo-p2_159263310.jpg&size=article_medium

Les assises de la Soummam : 60 ans après, quelles leçons ? Cette thématique a été au cœur d'un colloque international organisé, hier et avant-hier, par la commune d'Akfadou, en partenariat avec l'APW de Béjaïa, l'association FORSEM de Lyon (Forum de solidarité Euro-méditerranéenne) et l'association Med-Action d'Akbou.

Akfadou, qui fut le siège du quartier général de la wilaya III sous le commandement du colonel Amirouche, s'est donc proposé de dépoussiérer un pan de l'histoire lors de cette rencontre, où universitaires, historiens et témoins vivants du déroulé du Congrès de la Soummam ont apporté des éclairages sur l'une des étapes les plus décisives et capitales de la guerre de libération nationale. «On est dans un lieu de mémoire. C'est le seul hommage que l'on va leur rendre. Akfadou est le cœur et l'âme de la Révolution. Je tenais à être présente», a déclaré d'entrée Dalila Aït El-Djoudi, docteur en histoire militaire et étude de défense (Toulon). Selon elle, «le Congrès de la Soummam a été marqué par des rivalités des différents acteurs et leaders du mouvement national», estimant que ces rivalités perdurent jusqu'à maintenant. Visiblement déçue par le déroulement des festivités de la commémoration du 60e anniversaire de la tenue du Congrès de la Soummam, notamment de la part de ceux qui ont joué la carte de la récupération politique, l'oratrice a indiqué qu'elle s'attendait à ce que «le peuple allait se rassembler à Ifri Ouzellaguen le jour J». Mais, regrette-t-elle, «on a assisté à un meeting politique». Elle enchaîne : «J'ai pensé que l'hommage national allait être rendu à tous, c'est-à-dire à tous les acteurs de la Révolution». Abordant les assises du Congrès de la Soummam, l'historienne a souhaité que tous les intervenants aient «un regard critique sur cette question». Se voulant plus explicite, elle a souligné que «l'historien ne va pas prendre en compte la mémoire officielle, mais croiser les vérités. C'est pour cela que les historiens croisent les sources dont les mémoires d'anciens combattants. On a des mémoires conflic-

tuelles. Il faut donc avoir un certain recul. On agit en toute liberté et sans aucun engagement d'un point de vue intellectuel. On est là pour discuter, échanger avec vous. L'important est qu'il y ait des analyses avec le vécu de chacun, la perception de chacun, pour que les débats se déroulent convenablement». Pour sa part, Tahar Khalfoune, professeur à l'IUT Lyon 2, spécialiste en droit public, a estimé que la présence en nombre du public dans la maison de jeunes d'Akfadou «témoigne de l'intérêt qu'il porte au Congrès de la Soummam». Pour lui, «le Congrès de la Soummam a été un véritable exploit. Ses concepteurs, à leur tête Abane Ramdane, avaient un sens de la perspective historique. On voit combien ils étaient en avance sur leur temps».

Le Pr Belaid Abane a, quant à lui, brossé un portrait de l'architecte du Congrès de la Soummam, Abane Ramdane. «On s'accorde aujourd'hui pour reconnaître à Abane la paternité des principes soummamiens, de la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur, adopté au Congrès d'Ifri du 20 août 1956. On peut même dire qu'Abane et ses primautés ont connu le même sort, la même trajectoire». D'après lui, «la personnalité d'Abane, sa vision jacobine et sacralisée de la révolution, ces principes pourtant futuristes et modernes dans leur essence ne pouvaient susciter que des résistances. Elles poseront dès lors un double problème de légitimité. D'un côté, de la part des responsables politiques ou militaires, installés ou décidés de s'installer à l'extérieur d'autant qu'à partir du printemps 1957, les organes dirigeants, CCE et CNRA, étaient déjà à l'extérieur.

D'un autre côté, en dépit de l'important travail de politisation fait par Abane, au cours des années 1955 et 1956, les hommes et les structures de la Révolution restaient irrémédiablement imprégnés de l'esprit militaire». Celui qui fut le secrétaire particulier du colonel Amirouche, Hamou Amirouche, a révélé que «Abane était cassant, autoritaire parce qu'il n'avait pas de complexe. Il n'avait pas vécu la cassure du seul parti politique prônant la lutte armée. Il n'a pas été un responsable déchu par Messali. C'était un intellectuel qui, non seulement, participait pleinement à l'action, mais devait être le maître d'œuvre avec Larbi Ben M'hidi de l'une des victoires les plus spectaculaires de la Révolution algérienne : le Congrès de la Soummam». Il ajoute que «ses assises dotèrent l'Algérie en guerre d'un parlement, d'un conseil national de la révolution algérienne et d'un exécutif, le CCE», rappelant qu'Abane Ramdane s'attachait à «rassembler autour du FLN les forces nationales susceptibles de contribuer à sa réussite». L'historien Ali Guenoun est revenu lors de son intervention sur la «propagande que font courir certains mauvais esprits sur "la kabylisisation" du commandement de l'ALN», précisant que la Kabylie, de part sa proximité avec l'Algérois, a été sollicitée dès octobre 1954 pour pallier le manque d'encadrement et de combattants dans l'Algérois. «Amar Ouamrane a été envoyé pour seconder le chef de la zone 4, Rabah Bitat, et épauler avec des groupes de combattants ceux qui se trouvaient dans la Mitidja. Cette décision des "six" peut s'expliquer par, entre autres,

deux facteurs, à savoir la proximité de la Kabylie de la zone algéroise et la forte présence kabyle, et la disponibilité de combattants organisés et disciplinés et prêts à l'action. Il est à signaler que Lahouari Addi n'a pu faire le déplacement à Akfadou, pour des raisons personnelles, selon les organisateurs. Il en a été de même pour Alain Ruscio qui n'a pas pu se libérer lui aussi. Quant aux historiens français, présents à ce colloque, a-t-on fait savoir, «ils sont les initiateurs de la pétition pour l'abrogation de la loi sur les effets positifs de la colonisation en 2005. Ils ont fait preuve de soutien et de solidarité avec le peuple algérien».

Dalil S.

Read more at <http://www.depechedekabylie.com/evenement/166640-akfadou-depoussiere-le-congres-de-la-soummam.html#CHIRI7axYDx4CBSR.99>

[El MOUDJAHID.COM](http://ElMOUDJAHID.COM) : Quotidien national d'information

El Moudjahid du

Congrès de la Soummam : Un colloque international les 25 et 26 août à Béjaïa

Le congrès historique de la Soummam sera au cœur d'un colloque international prévu les 25 et 26 août dans l'Akfadou, à 70 km à l'ouest de Béjaïa, durant lequel des chercheurs, des historiens et des politologues, ainsi que des témoins vivants plancheront sur son déroulé et ses «zones d'ombre» et secrets, a-t-on appris hier auprès des organisateurs.

El Moudjahid du 13-08-2016 | 0:00

Le congrès historique de la Soummam sera au cœur d'un colloque international prévu les 25 et 26 août dans l'Akfadou, à 70 km à l'ouest de Béjaïa, durant lequel des chercheurs, des historiens et des politologues, ainsi que des témoins vivants plancheront sur son déroulé et ses «zones d'ombre» et secrets, a-t-on appris hier auprès des organisateurs. Ces derniers, en l'occurrence l'APW de Béjaïa, le Forum de solidarité euro-méditerranéenne (FORSEM-Lyon-France) et Med-Action (Akbou), n'ambitionnent pas moins de lever le voile sur l'événement que d'aucuns considèrent comme un «acte fondateur de la Révolution», mais aussi d'éclairer sur «ses points aveugles», tout autant que «ses limites». Inscrit sur le thème générique de «60 ans après, quelles leçons ?», les animateurs souhaitent ne pas figer l'événement dans son contexte historique, mais de l'aborder également sous l'angle de l'actualité post-indépendante et des évolutions permises ou recalées par les résolutions de ce événement capital, tenu en pleine guerre et dans un contexte militaire et politique des plus hostiles.

«C'est peut-être là (sa tenue) que réside déjà son premier grand mérite», y voit Hocine Smaili, président de Med Action, qui souligne que «le congrès de la Soummam a permis la libération du pays en se dotant d'une feuille de route claire, en autorisant une organisation nouvelle et de nouvelles structures, et en dégagant de réelles perspectives politiques». Pour autant, il s'en

est trouvé des voix contestataires, à l'instar des acteurs de la réunion du comité de la révolution (CNRA), tenue au Caire en 1957, qui en a remis en cause les fondements. D'où l'intérêt de ce colloque de soumettre le débat à regards croisés, en ne prenant en considération que les «critères historiques et scientifique», a jouté M. Smaïli. En tout état de cause, la rencontre, soutenue par une dizaine de conférences devant être animées par des scientifiques émérites, à l'instar de Tahar Khalfoun, professeur à l'IUT Lyon 2, spécialiste en droit public, Dalila Aït El-Djoudi, docteur en histoire militaire et étude de défense (Toulon), Jean-Charles Jauffret (IEP-Aix en Provence), et Hamou Amirouche (Université Santiago-Californie), offre une réelle opportunité pour en faire le déroulé et fixer ses moments majeurs afin d'en assurer «une meilleure connaissance» et surtout susciter un intérêt plus ample auprès des universitaires, confrontés à un sujet en jachère, car «peu traité». APS

La Soummam en son 60e anniversaire devrait éclairer le combat moderniste

Le Matin

<http://www.lematindz.net/news/21573-la-soummam-en-son-60e-anniversaire-devrait-eclairer-le-combat-moderniste.html>

Épisode fondateur de l'État algérien, le congrès de la Soummam a réussi non seulement à jeter les jalons des premières institutions nationales, à unifier et structurer durablement les rangs de l'ALN/FLN mais aussi à mettre noir sur blanc ce que devait être l'Algérie post-indépendance.

Gravé dans la mémoire populaire

Le congrès de la Soummam est un moment clef dans le combat pour l'indépendance algérienne. Avant de le découvrir dans des livres, j'ai eu en connaître l'impact sur les populations. Enfant, j'ai été abreuvé par les récits sur "la guerre". Dans ce village accroché au bout d'une ligne de crête la confrontation ne pouvait être qu'extrême. Localement, l'organisation civile du FLN a été mise à rude épreuve, nombreux furent ses membres tombés au champ d'honneur. Mais dans un premier temps, entre 1955 et l'automne 1956, la population y avait subi de rudes conditions. Les exécutions décidées pendant cette première étape ont toutes été frappées par l'opprobre populaire. Combien de fois n'ai-je entendu, dans la bouche des Moussabilates ou des femmes mobilisées dans les refuges : "L'Vatel (El Hogra) a cessé avec l'arrivée de Si Lhafidh". Mais qu'était-ce donc cette "arrivée de Si El Hafidh" ? Je le comprendrai plus tard. La nomination de Yaha Abdelhafidh au commandement de la zone 4 de la Wilaya III est le moment qui sépare deux périodes, une première dominée par les seigneurs locaux et une seconde institutionnelle, régie par une nouvelle légalité. L'"arrivée de Si El Hafidh". C'était la mise en place des structures instituées par le

Congrès. Une chaîne de commandement, des tribunaux, des responsabilités. C'était l'institutionnalisation de la lutte pour l'indépendance. La mémoire populaire a gardé profondément gravée en elle ce saut qualitatif.

Un congrès unificateur

Le congrès était pour sa part l'aboutissement de l'intense activité collective initiée par Abane Ramdane. C'est une résurgence du CRUA à un niveau nettement supérieur. Abane a repris la tâche d'unir les patriotes algériens dans l'action pour secouer le joug du colonialisme. Il s'est attelé à la tâche de sortir du piège de l'activisme et de mobiliser tout le potentiel et le génie du peuple algérien. Une œuvre colossale. Mais, l'homme n'était pas seul. Il a su réunir, autour de lui et de Larbi Ben M'Hidi, une direction autrement plus qualifiée que tout ce que l'insurrection avait connu jusque-là. Le Congrès n'a pas été un moment d'«union pour l'union», une messe unioniste, non, il a été un véritable moment d'évaluation et de dépassement du mouvement national dans son ensemble. Il avait fait la critique des vieux partis. Pas un procès pour les accabler, comme le PFLN excelle à le faire ; mais, un examen consciencieux de leurs positions et postures afin d'amener leurs dirigeants et leurs militants à transcender les clivages puérils et les postures sclérosés. Les sortir de la routine et secouer leurs vaines certitudes. Le Congrès a réuni la base d'une synergie des forces nationales qui allait donner un nouveau souffle au combat. Mais, il était dérangeant.

Le Caire et le héros de Monte Cassino

Ben Bella, qui s'était imposé au Caire, avait réussi à faire oublier ses turpitudes que l'OS, au début des années 1950, avait chèrement payé. S'identifiant à sa nouvelle idole, il avait le dessein de se poser en leader à l'Algérie combattante. Mobilisant son intelligence en connivence avec les *moukhabarates*, il s'oppose violemment à la Soummam et s'emploie à la contrecarrer. Il y parvient, le 20 août 1957. Le CNRA, réunit au Caire désavoue les résolutions du Congrès. Le Raïs et ses *Moukhabarates*, relayés par Ben Bella et ses affidés, ont renversé le premier acte de souveraineté algérien. L'assassinat de Ramdane Abane n'en est que la conséquence. L'important a été la liquidation de la ligne politique définie à la Soummam. Souvent, le fait de braquer les projecteurs sur l'ignoble assassinat d'Abane occulte la liquidation du Congrès. Or, le CNRA du Caire est l'acte fondateur du régime. Ce régime que subissent encore les Algériens. Un régime anti-Soummamien, affilié à l'arabisme, autoritaire, anti-démocratique. Un régime néo-patrimoniaire, dominé par une oligarchie militaro-bureaucratique, couvée à l'"extérieur", qui ne peut célébrer le Congrès que s'il se renie et désavoue son moment fondateur : le CNRA du Caire. Ce qu'il ne fera jamais. Ses semblants de célébration ne visent qu'à déposséder les véritables héritiers de ce moment fondateur.

Les héritiers de la Soummam

Le régime de maintes manières minorise ce moment historique. Il le relègue au second plan. Les islamistes, greffon tardif et malin au mouvement national algérien, abhorrent encore plus cet épisode de notre histoire moderne. Ils tentent de se légitimer par la survalorisation de deux petites phrases glissées dans l'appel du 1er novembre et craignent, plus que tout, qu'éclate au grand jour la condamnation par le Congrès de la théocratie. Une résolution sans appel qui définit le combat pour l'indépendance comme une lutte nationale authentiquement moderne.

Ces deux composantes de la scène politique algérienne sont à ce jour des ennemis farouches de la Soummam.

Qui peut donc en être l'héritier ? Parce que pour se réclamer de la Soummam il faut concrètement prolonger son message de souveraineté. Par vocation, les composantes modernistes de l'espace politique algérien devraient être les récipiendaires de cet héritage. Mais, il semble que tel n'est pas encore le cas. L'héritage de la Soummam ne peut être pleinement assumé et prolongé que dans la confrontation avec l'oligarchie militaro-bureaucratique et les conglomerats cléricals islamistes. Chose que les modernistes dispersés et divisés n'assument pas tous. Ils ne le font pas lorsqu'ils s'inscrivent dans des initiatives qui récusent le Congrès. Ils ne le font pas lorsqu'ils tentent de trouver des compromis avec les liquidateurs ou les ennemis de ce moment historique. Ils ne le font pas, surtout, lorsque, aux antipodes de l'esprit révolutionnaire et unitaire de la Soummam, ils cultivent leurs divisions et ne font rien pour construire leur union ; lorsqu'ils ne cherchent pas à se poser en force déterminante de résurgence du projet national Algérien. Les modernistes portent le message émancipateur de la Soummam, ils en sont les héritiers. Ils ne sont que cela. Mais, ils le sont de manière inconséquente.

Mohand Bakir